

Zeitschrift: Berner Schulblatt
Herausgeber: Bernischer Lehrerverein
Band: 106 (1973)
Heft: 33-34

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 21.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Lehrerausbildung

2. Informationsabend über Lehrerausbildung

Ausbildungsmodelle Basel-Stadt und Genf

Mittwoch, 5. September 1973, 20 Uhr, Schulhaus Sonnenfeld, Schösslistrasse 37, Biel-Bözingen

Referenten/Orateurs

Modell Basel-Stadt:

Walter Erny, Primarlehrer und Methodiklehrer am Seminar Basel/Riehen

Modèle genevois:

Un des directeurs des Etudes pédagogiques de Genève (R. Nussbaum ou J. Eigenmann)

Die beiden Referenten werden in Kurzreferaten die im «Berner Schulblatt» (Nr. 33/34 vom 24. 8. 73) veröffentlichten Angaben über die Ausbildungsmodelle in ihren Kantonen ergänzen und sich anschliessend Fragen und der Diskussion stellen. Es empfiehlt sich deshalb, die erwähnte Nummer des BSB an die Veranstaltung mitzunehmen.

Alle Kolleginnen und Kollegen sind freundlich eingeladen!

*Der Leitende Ausschuss BLV
Le Comité SPJ*

2^e Soirée d'information relative à la formation des enseignants

Modèles en vigueur à Bâle-Ville et à Genève

Mercredi 5 septembre 1973, 20 heures, Ecole du Sonnenfeld, rue du Châtelet 37, Bienne-Boujean

Orateurs:

Modèle de Bâle-Ville:

Walter Erny, instituteur et maître de méthodologie à l'Ecole normale de Bâle/Riehen
(Exposé en allemand)

Modèle genevois:

Un des directeurs des Etudes pédagogiques de Genève (R. Nussbaum ou J. Eigenmann)

Les deux orateurs compléteront par de brefs rapports les informations publiées auparavant dans «L'Ecole bernoise» (n° 33/34 du 24. 8. 73) au sujet de la formation de base pratiquée dans leurs cantons et répondront aux questions et objections des participants. Prière de se munir du numéro en question de «L'Ecole bernoise».

Tous nos collègues sont chaleureusement invités à participer à cette soirée!

*Le Comité directeur SEB
Le Comité SPJ*

Ausserkantonale Modelle der Lehrerausbildung

Am 1. Juni haben wir unsere Mitglieder auf die kommende Vorstufe zu einer Revision der Lehrerausbildung, besonders für die Primarstufe, hingewiesen. Im Berner Schulblatt Nr. 23 und an einem vereinsöffentlichen Informations- und Diskussionsabend (Seminar Marzili am 6. Juni, Bericht hierüber ebenfalls im heutigen Berner Schulblatt) legten die Kollegen *Alfred Regez*, Zentralsekretär des Aargauischen Lehrervereins, und *Max Suter*, zürcherischer Primarlehrer und Erziehungsrat, die Modelle der Kantone Aargau und Zürich dar.

Am 5. September kommen die Stadtkantone Genf und Basel an die Reihe. Beste Kenner der Verhältnisse werden in einem Kurzreferat die Darlegungen im heutigen Berner Schulblatt ergänzen und anschliessend auf Fragen und Einwände antworten.

Formation du corps enseignant

Coup d'œil hors des frontières cantonales

Le 1^{er} juin, nous avons informé les membres de la SEB que des travaux préparatoires étaient en cours à propos d'une revision de la formation du corps enseignant, celui du degré primaire tout particulièrement. Dans «L'Ecole bernoise» N° 23 (partie de langue allemande), ainsi que lors d'une soirée d'information et de discussion qui s'est tenue le 6 juin à l'Ecole normale du Marzili, MM. *Alfred Regez*, secrétaire central de la Société des enseignants argoviens, et *Max Suter*, instituteur zurichois et conseiller en éducation, ont présenté le type de formation en vigueur dans les cantons d'Argovie et de Zurich. Un compte rendu (en allemand) s'en trouve dans le présent numéro.

Le 5 septembre, ce sera le tour des cantons de Genève et de Bâle. D'excellents connaisseurs de la situation dans ces deux

Wir laden alle Kolleginnen und Kollegen, die sich für die Verbesserung der Lehrerbildung interessieren, ein, diese Gelegenheit zu erfassen. Selbstverständlich sind auch Behördenmitglieder und andere Mitbürger willkommen.

Eine kleine Kommission arbeitet zuhänden des Kantonalvorstandes einen Vorschlag für das vereinsinterne Vorgehen auf das Ziel hin, innert einer überschaubaren Frist einen Antrag des BLV an die ED zuhänden der Regierung und des Grossen Rates zu formulieren.

Der starke Rückgang der Geburtenzahlen seit 1964 könnte bereits in einigen Jahren das wichtigste Gegenargument weitgehend entkräften, nämlich den Lehrermangel.

Es ist deshalb von grosser Bedeutung, dass sich unsere Mitglieder ernsthaft informieren und mitdiskutieren. Der 5. September bietet einen vorzüglichen Anlass dazu.

Der Leitende Ausschuss

cantons se chargeront de compléter, par un bref exposé, les renseignements publiés dans «L'Ecole bernoise» d'aujourd'hui et de répondre ensuite aux questions ou objections. Nous invitons tous nos collègues qui s'intéressent à une amélioration de la formation du corps enseignant à profiter de cette occasion pour s'informer. Il va de soi que des membres des autorités et d'autres concitoyens y seront les bienvenus.

Une petite commission prépare, à l'intention du Comité cantonal, un projet à étudier dans le cadre de la SEB, – le but plus lointain étant d'adresser, par l'intermédiaire de la DIP, des propositions d'ensemble au gouvernement et au Grand Conseil.

Le net recul des naissances enregistré depuis 1964 pourrait, dans quelques années déjà, amoindrir considérablement la portée de l'objection majeure avancée jusqu'ici, à savoir la pénurie d'enseignants.

Il est donc de première importance que nos collègues s'informent sérieusement et participent aux discussions. Le 5 septembre leur en fournira une excellente occasion.

Le Comité directeur

Les études pédagogiques à Genève

Les cantons suisses sont souverains en matière d'instruction publique. La plupart préparent leurs instituteurs dans des écoles normales.

A Genève, depuis 1933, la formation professionnelle des instituteurs primaires et des maîtresses enfantines se situe au niveau universitaire. Elle dure trois ans et comprend:

1. une année probatoire;
2. une année d'études théoriques;
3. une année d'études pratiques.

Les études pédagogiques dépendent du directeur de l'enseignement primaire. Sous sa responsabilité, un directeur spécial, le directeur des études pédagogiques, organise les études, surveille l'activité des candidats et veille à l'application du règlement. Il est assisté dans cette tâche par deux inspecteurs primaires et dispose, pour les cours, d'un corps de professeurs.

1. Première année d'études

Les candidats doivent avoir achevé leurs études secondaires et être en possession d'un certificat de maturité. Pour les futures maîtresses enfantines, on admet en outre le diplôme de la section de culture générale et d'éducation féminine de l'Ecole supérieure de jeunes filles de Genève et le diplôme de l'Ecole de commerce. Enfin, les candidats aux classes spécialisées de l'école primaire peuvent n'avoir ni la maturité ni les diplômes désignés ci-dessus; mais ils doivent justifier d'une bonne instruction et avoir exercé une activité pédagogique. Dès 1976, la maturité sera exigée pour tous les secteurs de l'enseignement.

a) Cours de formation personnelle

Le certificat de maturité donne des garanties sur les études secondaires des candidats. Toutefois, il ne

prouve pas qu'ils ont une préparation suffisante dans quelques disciplines indispensables à de futurs instituteurs. C'est pourquoi la première année est faite d'abord d'un semestre de cours de formation personnelle portant sur:

1. la langue française (vocabulaire – grammaire – orthographe);
2. l'élocution;
3. le dessin;
4. le dessin au tableau noir;
5. l'écriture;
6. la musique;
7. la gymnastique;

Inhalt – Sommaire

2. Informationsabend über Lehrerbildung	263
2e Soirée d'information relative à la formation des enseignants	263
Ausserkantonale Modelle der Lehrerbildung	263
Formation du corps enseignant (coup d'œil hors des frontières cantonales)	263
Les études pédagogiques à Genève	264
Das Basler Schul- und Bildungsmodell	266
Bericht über den 1. Informationsabend	269
Der Verwaltungsbericht 1972 der ED	270
Kurssekretariat	274
Sommerserenade Hofwil	265
Nos écoles primaires il y a cent ans... ..	276
Section jurassienne des maîtres de gymnastique....	277
Vereinsanzeigen – Convocations	278

8. l'étude du milieu (sciences naturelles – géographie – histoire);
9. la culture générale (initiation à la musique, au théâtre, aux beaux-arts, à quelques problèmes de science moderne);
10. les travaux manuels.

b) Stages et remplacements

Le second semestre débute par deux semaines de stages dans des classes, suivies de deux semaines de cours d'information pédagogique. Puis les candidats sont chargés de remplacements. Un système de surveillance permet d'éviter que les élèves n'aient à subir un préjudice du fait de candidats peu capables et renseigne l'autorité compétente sur les mérites du remplaçant. Cette surveillance incombe au directeur des études pédagogiques et à ses adjoints, qui visitent les classes dans lesquelles les candidats sont placés, voient ces derniers au travail, les conseillent et les critiquent. Un séminaire hebdomadaire, groupant l'ensemble des intéressés, donne lieu à d'utiles échanges de vues.

Ainsi, le semestre de remplacements permet de discerner les aptitudes personnelles des candidats et d'apprécier leur conscience professionnelle.

Il est encore une autre raison, dictée elle aussi par l'expérience, à ce travail pratique. Peu nombreux sont les jeunes gens et les jeunes filles capables de profiter d'un enseignement théorique de psychologie et de pédagogie, tant qu'ils n'ont pas été en contact avec les enfants. Tandis qu'après un semestre d'expérience, parfois pénible, ils abordent leurs études dans un autre esprit: ils se souviennent des difficultés rencontrées et ils comprennent alors pleinement la valeur et l'utilité d'un enseignement théorique.

A la fin de la première année, les candidats dont l'activité a été jugée satisfaisante sont autorisés à entreprendre la deuxième année d'études.

II. Deuxième année d'études

Cette année d'études a lieu à l'Institut des sciences de l'éducation de l'Université de Genève. Des cours de musique, de dessin et de gymnastique (5 heures hebdomadaires au total) sont organisés en outre par la direction des études pédagogiques. Ils permettent aux candidats de parfaire leur formation dans ces disciplines.

La formation théorique des futurs instituteurs n'a aucun caractère dogmatique. Elle est scientifique et libérale. A la base, une large culture technique: psychologie expérimentale, psychologie de l'enfant et pédagogie expérimentale. Les exercices pratiques et les conférences sont nombreux, les cours ex cathedra réduits au minimum. Les étudiants observent l'enfant, étudient la structure de son intelligence, les réactions de son activité. Cette culture théorique comporte essentiellement la connaissance de l'enfant, de sa nature, de son hérédité, de sa croissance, la connaissance du milieu social, celle des buts de l'éducation et des moyens qu'elle emploie. Elle tend, non pas à donner aux candidats un savoir encyclopédique, mais à en faire des observateurs avertis; ils sont appelés à réfléchir sur leur future activité d'éducateurs, à s'informer de tous les problèmes qui la concernent. Ils entreprennent des recherches, des enquêtes, constituent leur documentation.

Au terme de la seconde année, les candidats, pour obtenir le certificat propédeutique de l'Institut des sciences de l'éducation, subissent trois examens écrits de psychologie de l'enfant et de pédagogie générale et quatre examens oraux à choisir parmi les huit disciplines suivantes:

1. histoire de l'éducation;
2. pédagogie comparée;
3. pédagogie expérimentale;
4. éducation de la petite enfance;
5. organisation et didactique de l'enseignement spécial (enfants arriérés et difficiles);
6. psycho-pédagogie de l'enseignement élémentaire des mathématiques;
7. psychologie scolaire;
8. psychopathologie de l'enfance.

III. Troisième année d'études

Cette année, de formation professionnelle, fait alterner, par périodes de six semaines, des cours de méthodologie et des stages.

Pendant la période des cours, des professeurs enseignent aux candidats la méthodologie des disciplines prévues au plan d'études scolaire. Ils donnent et font donner des leçons. Ces leçons sont suivies d'entretiens et de critiques. Les futurs instituteurs apprennent à construire une leçon et acquièrent la technique de l'enseignement.

Quant aux stages, ils ont lieu dans les classes d'application. Au cours de l'année, les candidats passent dans cinq classes différentes, chez des maîtres qui ont chacun leur tempérament et leurs conceptions de travail. Ils voient, jour après jour, le maître d'application aux prises avec ses difficultés. Ils apprennent à observer les réactions des enfants et à modeler leur enseignement sur leurs besoins et leurs capacités, à rechercher sans cesse une nouvelle répartition de leur effort en vue d'un meilleur rendement.

Le rôle du maître d'application est de leur apprendre à organiser l'ensemble du travail, à diriger et à éduquer les élèves, à suivre un horaire et un plan d'études, à adapter aux nécessités de la vie scolaire les enseignements reçus précédemment.

Au terme de cette 3e année, les candidats reçoivent du département un brevet d'aptitude à l'enseignement.

IV. Travail de recherche

Le travail de recherche personnelle qui couronne les études est un moyen donné à l'instituteur d'exprimer ses vues, de faire la preuve de ses compétences dans un secteur de la pédagogie.

Le sujet du travail est choisi dans le champ des études théoriques et pratiques. Des experts guident le candidat et présentent un rapport lorsque le travail a été déposé.

Les candidats peuvent être dispensés du travail de recherche s'ils fournissent la preuve qu'ils ont participé avec succès, en dehors de leurs études, à des activités pédagogiques telles que colonies de vacances, stages CEMEA, cours de perfectionnement.

V. Rétribution des candidats

Au cours des années d'études, les candidats reçoivent une indemnité mensuelle. Dans certains cas, une aide financière spéciale peut s'ajouter à cette indemnité.

Das Basler Schul- und Bildungsmodell

1. Aufbau der Basler Schulen (ausgenommen Sonderklassen)

Primarschule* (1. bis 4. Schuljahr)

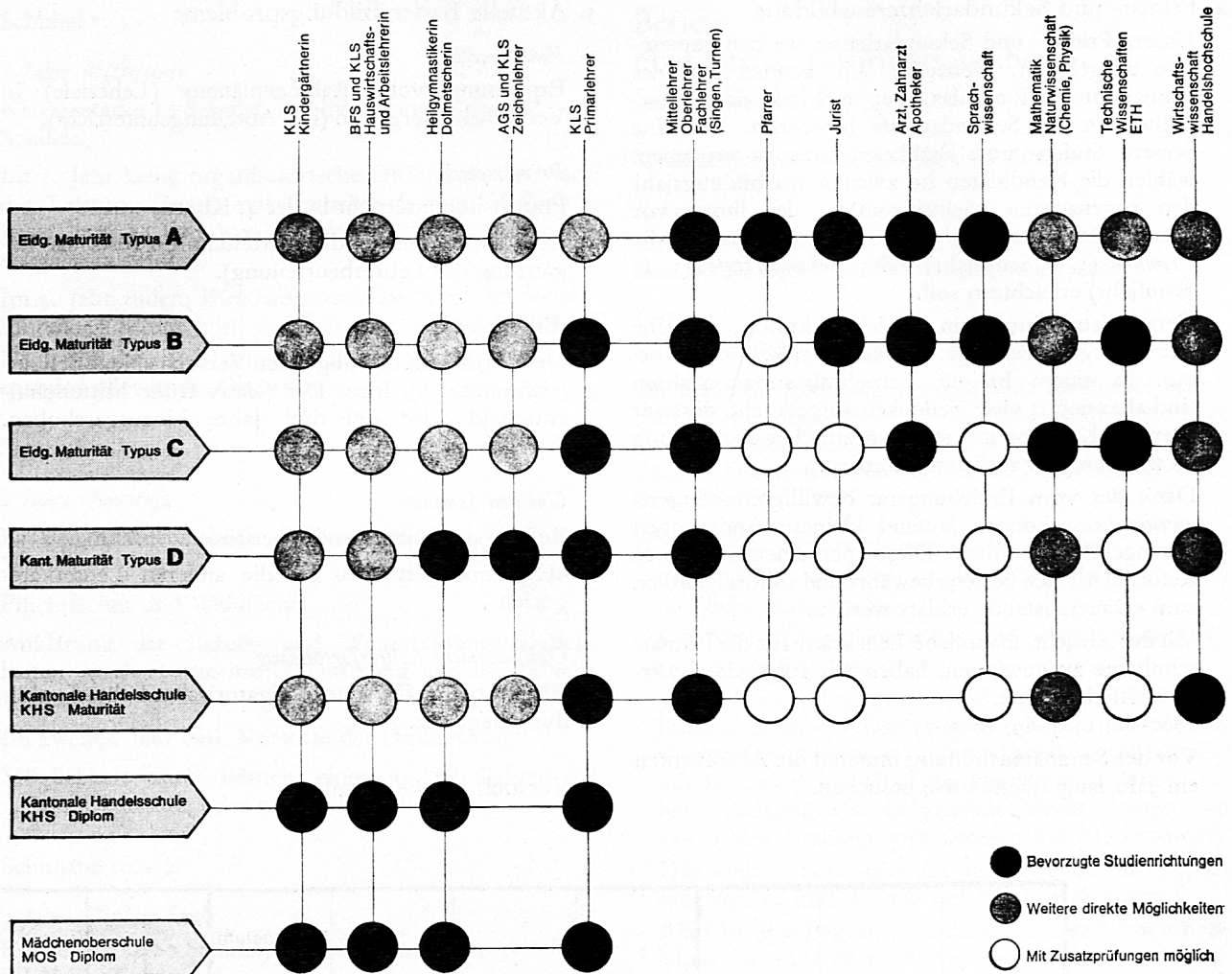
5. Primarschuljahr zur Erleichterung des Übertritts an die Realschule oder an das Progymnasium möglich.

<div></div>	koeduziert	<div></div>	nur Knaben	<div></div>	nur Mädchen						
5. Schuljahr 1. Klasse	6. Schuljahr 2. Klasse	7. Schuljahr 3. Klasse	8. Schuljahr 4. Klasse	9. Schuljahr 5. Klasse	10. Schuljahr 6. Klasse	11. Schuljahr 7. Klasse	12. Schuljahr 8. Klasse				
Sekundarschule				Werkklassen	Handwerklich-technische oder gewerbliche Berufslehre mit Unterricht an der Allg. Gewerbeschule (AGS) oder an der Berufs- und Frauenfachschule (BFS)			▶ Berufliche Weiterbildung			
				Vorlehrrklassen an der AGS							
				Vorbereitungskl. an der BFS							
				Berufswahl- klassen							
				Werkjahr							
Realschule				5. Realklassen	Gewerbliche, technische oder kaufmännische Berufslehre mit Unterricht an AGS, BFS oder KV (Kaufmännischer Verein)			▶ Berufliche Weiterbildung (z. B. Technikum)			
				Berufswahl- klassen							
				Fortbildungsabteilung der Realschule							
							Für Mädchen: Kindergärtnerin, Arbeitslehrerin				▶ kaufmännische Berufe
				Fachabteilung der KHS							
							Verkehrsabteilung der KHS				▶ Hochschule
							Diplom-Abteilung der KHS (Kantonale Handelsschule)				
							Maturitäts-Abteilung der KHS (Kantonale Handelsschule)				
			Mädchen-Oberschule (MOS) mit Abschluß-Diplom								
Progymnasium mit Lateinbeginn L LF		LF	LFG	LFG	LFG	LFG	LFG	▶ Maturität Typus A			
			LFE	LFE	LFE	LFE	LFE	LFE	▶ Typus B		
Progymnasium mit Französischbeginn F F			Übertrittsmöglichkeit	FE	FE	FE	FE	▶ Typus C			
				FEI	FEI	FEI	FEI	▶ Typus D (kantonal)			
				LFE	LFE	LFE	LFE	LFE	LFE	▶ Typus B	
				LFG	LFG	LFG	LFG	LFG	LFG	▶ Typus A	

Obligatorische Sprachfächer an den Gymnasien: L = Latein F = Französisch G = Griechisch E = Englisch I = Italienisch

Ergänzung: Die Mädchenoberschule ist seit zwei Jahren ebenfalls koeduziert und wird gelegentlich den Namen ändern.

2. Studien- und Berufsmöglichkeiten nach zwölf Schuljahren



3. Lehrerbildung

Lehrerbildung und Unterbau im Kanton Basel-Stadt.

[illegible]

4. Primar- und Sekundarlehrerausbildung

Unsere Primar- und Sekundarlehrer werden gemeinsam ausgebildet. Genauer: Wir kennen nur das Primarlehrerdiplom, das aber auch für das Unterrichten an der Sekundarstufe berechtigt. Um eine bessere Stufen- und Fachkompetenz zu erreichen, wählen die Kandidaten im zweiten Ausbildungsjahr den sogenannten «Schwerpunkt», der ihnen vor allem in der Unterrichtspraxis den Entschluss für die *Primar-* (1.–4. Schuljahr) oder *Sekundarstufe* (5.–8. Schuljahr) erleichtern soll.

Gerade jetzt wurde ein Modell diskutiert, das eine selbständige, *dreijährige Sekundarlehrerausbildung* vorsah. In einem breiten Vernehmlassungsverfahren sind aber derart viele Bedenken aufgetaucht, dass wir eher ein Konzept mit stufenspezifischer Ausbildung im zweiten Jahr realisieren werden.

Dank der vom Erziehungsrat bewilligten «*Experimentierphase*» können laufend kleinere Änderungen durchgeführt werden. Diese permanente «innere Reform» hat sich bestens bewährt und sollte eigentlich zum «Dauerzustand» erklärt werden.

Mit der Absicht, männliche Lehrkräfte für die Primar- und Sekundarstufe zu gewinnen, haben wir folgende *Sonderkurse* durchgeführt:

1960–62, 1967–69, 1973–75

Vor der Seminarausbildung mussten die Absolventen ein Jahr lang Abendkurse besuchen.

5. Aktuelle Basler Bildungsprobleme

Kindergarten

Erprobung von «Rahmenplänen» (Lehrziele) in Versuchskindergärten (mit Abteilungsunterricht).

Primarschule

Französischunterricht in der 4. Klasse.

Übertrittsmodus in die Mittelschule (Tests als Ergänzung der Lehrerbeurteilung).

Mittelschule

Der Grosse Rat bewilligte den Versuch «Neue Schule» (siehe unter 6). Idee: Der relativ frühe Mittelschulentscheid wird um drei Jahre hinausgeschoben. *Niveaunkurse*.

Uni und Seminar

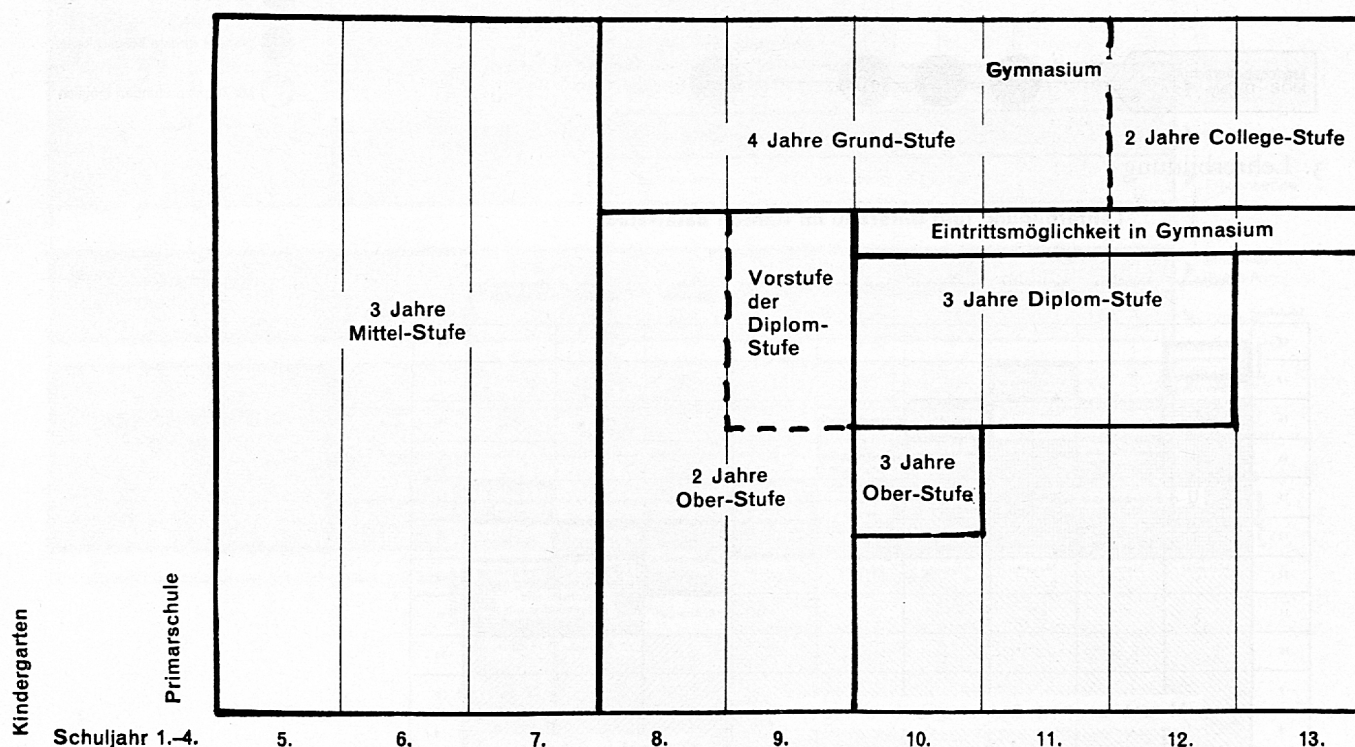
Reform der Mittel- und Oberlehrerausbildung.

«Experimentierphase» für die anderen Lehrerkategorien.

Obligatorische Lehrerfortbildung

Ein Entwurf für eine obligatorische Lehrerfortbildung liegt vor.

6. Versuch «Neue Schule»



Kindergärten unverändert.

4 Jahre Primarschule unverändert.

Es folgt nun das Versuchssystem mit folgenden Merkmalen:

- einheitliche Versuchsleitung
- Schülerbetreuung und –beratung

- wissenschaftliche Begleitung
- Förderkurse
- keine Klassenwiederholungen

(Neben dem Versuchssystem werden auch alle heutigen Schultypen weitergeführt. Die Eltern erhalten also einfach eine zusätzliche Wahlmöglichkeit).

Schuljahr: 5.-7.

3 Jahre Mittelstufe

Klassenstärke 25 Schüler, in Niveauekursen 18-20 Schüler.

Im 1. Jahr keine organisatorische Differenzierung nach der Leistung (ausser evtl. Französisch im 2. Halbjahr). Im 2. und 3. Jahr werden wichtige Fächer nach *Leistungsniveau* geführt.

Im 3. Jahr zudem *Wahlfachsystem*. Die Wahl der weiterführenden Schule wird dadurch aber nicht präjudiziert. Nach drei Jahren Übertritt in die Grundstufe des Gymnasiums oder in die Oberstufe.

Schuljahr: 8.-9.

2 Jahre Oberstufe

Klassenstärke 20 Schüler, in Niveauekursen 15-20 Schüler.

Pflichtfächer und Wahlfächer.

Abklärung der Berufs- und Weiterbildungsmöglichkeiten durch allgemeine Orientierung und individuelle Beratung.

Im zweiten Jahr evtl. Vorstufe der Diplomstufe.

Möglichkeit zum Besuch eines 10. Schuljahres als 3. Jahr Oberstufe, oder weiterführend.

Schuljahr 10.-12.

3 Jahre Diplom-Stufe

Klassenstärke 20 Schüler, in Niveauekursen 15-20 Schüler.

Pflichtfächer.

Wahlfachblöcke mit Spezialisierung:

- musisch
- sozial
- wirtschaftlich
- naturwissenschaftlich
- technisch

Niveauekurse in wenigen Fächern.

Gymnasium

Schuljahre: 8.-11.

4 Jahre Grundstufe

Schuljahre: 12.-13.

2 Jahre Collegestufe.

Eintrittsmöglichkeiten für qualifizierte Absolventen der Oberstufe vom 10.-13. Schuljahr, Durchlässigkeit also gewährleistet.

Block mit gemeinsamen Fächern, Wahlfachblöcke, die den einzelnen Maturitätstypen entsprechen.

Möglichkeit zur Wiederholung einzelner Fächer in der nächstunteren Klassenstufe.

An der College-Stufe:

Wahlmöglichkeiten und Gelegenheit zur selbständigen Arbeit im Rahmen der eigenen Interessen und Neigungen.

Für Hochbegabte:

Möglichkeit, schon nach 12 Jahren die Matura zu erlangen.

Bericht

über den 1. Informationsabend Lehrerbildung

Modelle der Kantone Aargau und Zürich

Referenten

Alfred Regez, Sekretär ALV, Schöftland AG
Max Suter, Lehrer und Erziehungsrat, Zürich

Leitung

H. Perren, Präsident des LA BLV

Die beiden Kurzreferate ergänzten die im Berner Schulblatt Nr. 23 vom 1.6.1973 veröffentlichten Angaben über die Ausbildungsmodelle in den Kantonen Aargau und Zürich. Die Referenten stellten sich anschliessend der Diskussion.

1. A. Regez: Lehrerbildung im Kt. Aargau

(ergänzende Angaben zur Veröffentlichung im Berner Schulblatt Nr. 23)

- Der Anstoss zur Neukonzipierung ging von der Universität Zürich aus.
- Junge Leute pflegen mehr und mehr ihre Berufswahl hinauszuschieben. Daher neu: 4 Jahre päd.-soziales Gymnasium, Abschluss: kantonal anerkannte Maturität mit beschränktem Hochschulanschluss, 2 Jahre Höhere Pädagogische Lehranstalt (hiefür Kosten von 15-20 Mio. Franken vom Grosse Rat AG bewilligt).
- Das Dekret berücksichtigt neue Gegebenheiten, ist sehr flexibel und eng mit der Praxis verbunden.
- Alles ist erst Beginn. Vorläufig erhalten Oberstufenlehrer eine zusätzliche Ausbildung.
- Lehrerverein und Behörden stehen trotz Lehrermangel voll und ganz hinter dem neuen Ausbildungsmodell und sind bestrebt, das Projekt zu verwirklichen. 1978 werden erstmals Lehrer mit verlängerter Ausbildung ihr Amt antreten.

Fragen an A. Regez

- Was geschieht mit der Lehramtsschule in Windisch?
- Wie stellt man sich zum Problem «Mittelschule von morgen»?
- Warum nur für Oberstufenlehrer zusätzliche Ausbildung?
- Was unternimmt man gegen den Lehrermangel?
- Wie verhält es sich mit der Abwanderung?

Antwort

- Die stufenspezifische Lehramtsschule ist ein Beginn.
- «Mittelschule von morgen» ist im Studium.
- Die Ausbildung der Oberstufenlehrer ist am vordringlichsten. Die übrigen Stufen werden auch zum Zuge kommen. Man ist sich bewusst, dass insbesondere der Einschulung grosse Bedeutung zukommt.
- Die Anstrengungen zur Überbrückung des Lehrermangels sind gross:
 - a) Jahreskurse für Leute mit Maturitätsausweis
 - b) Ausbildung von Berufsleuten in Sonderkursen
- Die Abwanderung ist auch im Kt. Aargau gross. An Ausscheidende aus dem Lehrerberuf werden zur Zeit Fragebogen abgegeben. Die Auswertung ist noch zu leisten.

Einwände

- Eine Maturität mit beschränktem Hochschulanschluss kann nicht befriedigen.
- Die Differenzierung in der Grundausbildung (Stufen) ist nicht erstrebenswert.
- Der Stoff steht zu sehr im Vordergrund. Das wichtigste im Unterricht, das Kind und seine Bedürfnisse, bleibt vergessen. Inhalt und geistige Arbeit sind auf allen Stufen gleichwertig.

2. M. Suter: Lehrerausbildung im Kt. Zürich

(Ergänzungen zum Ausbildungsschema Schulblatt Nr. 23)

- Das neue Gesetz sieht die Ausbildung sämtlicher Lehrerkategorien in einem Gesetz geregelt. Bisher war alles nach Stufen gesondert.
- Seit 1938 besteht eine Trennung zwischen allgemeiner und Berufsbildung (Unter- und Oberseminar), Dauer 5 Jahre.
- Die Trennung überzeugt, weil
 - sie sich günstiger auf die Rekrutierung auswirkt,
 - der Entscheid zum Lehrerwerden bei gewisser Reife fundierter ist,
 - die Maturität der einzige Pfosten ist, ein bestehendes Niveau aufrechtzuerhalten.

- Sie schützt weitgehend vor falscher Berufswahl, weil die Matur verschiedene Einstiegsmöglichkeiten bietet.
- Der Zustrom aus den Mittelschulen zum Lehrerberuf wächst an und führt zu einem Ausgleich zwischen männlichen und weiblichen Anwärtern.

Einwände/Anregungen

- Es gibt junge Leute, die Lehrbefähigung besitzen, aber sich zum Studium nicht eignen. Es wäre unrecht, ihnen den Weg zum Primarlehrer zu verbauen.
- Sollte nicht geprüft werden, in der Mittelschulphase propädeutisch berufsbezogene Tätigkeiten einzubauen?
- Sollten die Bildungsinhalte nicht Bezug nehmen auf die spätere Schularbeit?
- Müsste sich Fachdidaktik nicht auf wissenschaftliche Grundlage abstützen?

Antworten M. Suter

- Die Vorteile der integrierten Ausbildung Wissenschaft und Didaktik miteinander wären einleuchtend. Aber wo fände man die Lehrkräfte, die so unterrichten könnten? Die pädagogisch-soziale Mittelschule hätte eventuell eine Chance.
- Die einjährige Ausbildung am Oberseminar hat Schwächen; überzeugend ist jedoch der Weg über die Maturität.

R. Roggli

Der Verwaltungsbericht 1972 der Erziehungsdirektion

Vorbemerkung

Der vorliegende Verwaltungsbericht ist übersichtlicher aufgebaut als früher: Den Anfang machen 5 Seiten Text, die über die wesentliche Tätigkeit der Direktion und ihrer Abteilungen und Ämter Auskunft geben. Auf 10 Seiten folgen die statistischen Angaben, die zum Teil verfeinert worden sind. Der interessierte Leser wünscht sich allerdings, dass die Auswahl und die Einteilung der Zahlen über mehrere Jahre gleichbleiben. Gerade das Erfassen einer gewissen Entwicklung ist nützlich und regt zum gründlichen Studium an.

Das Wichtigste in Kürze

Die um einige Ämter und Zentralstellen erweiterte ED hatte im Berichtsjahr wieder zahlreiche, z. T. sehr gewichtige Problemkreise zu bearbeiten, 46 parlamentarische Vorstösse zu beantworten und 24 gesetzgeberische Arbeiten vorzubereiten. Der Staat hat für je rund 20 Mio. Fr. Ausbildungsbeiträge geleistet und Schulbauschubventionen zugesichert. (Seit 1952 sind es 242 Mio. Fr. Baubeiträge.)

Die Ausbildung der Primarlehrer wurde weiter forciert (23 Seminarklassen aufgenommen, 480 Lehrkräfte patentiert); die Ausbildung der Kindergärtnerinnen wurde als Staatsaufgabe, die der Arbeitslehrerinnen als reformbedürftig erkannt.

Die Zahl der Hauptlehrkräfte nahm auf der Primarstufe zu, auf der Sekundar- und Gymnasialstufe ab. Die Klassenzahlen waren überall noch im Steigen; bald werden sich allerdings die seit 1964 deutlich fallenden Geburtenzahlen nicht nur in den unteren Klassen auswirken. Naht doch der günstige Zeitpunkt für die Verlängerung der Primarlehrerausbildung?

Grosse Klassen (über 30 Schüler) sind auf der Primarstufe häufiger als auf der Sekundarstufe, im alten Kanton zahlreicher als im Jura.

Die Ausländer sind in der Primarschule mehr als doppelt so stark vertreten wie in der Sekundarschule. Und im Gymnasium? Das Sonderschulwesen ist im deutschen Kanton mehr entwickelt als im französischen Teil.

I Kommentiertes Referat über den Textteil

- I.1 Im 1. Kapitel «Allgemeines» werden die Ämter für Jugend und Sport und für Unterrichtsforschung und -planung sowie die beiden Zentralstellen für Lehrerfortbildung als Organe erwähnt, die nun der Erziehungsdirektion unterstellt sind. Der negative Ausgang der Volksabstimmung vom 3./4. Juni 1972 betr. Beitritt des Kantons Bern zum Konkordat über die Schulkoordination und die dadurch nötig gewordene Sondergesetzgebung für den Jura haben zahlreiche Probleme aufgeworfen, zu deren Lösung viele Anstrengungen nötig sein werden. Die wünschbare Dezentralisierung der Schulen und die Planung von Seminaren und Gymnasien leiden unter der Finanzknappheit.
- I.2 Im 2. Kapitel werden die Hauptsorgen der einzelnen Dienststellen erwähnt. Die gesetzlich normierten Stipendien und Ausbildungsdarlehen, für die 16,4 Millionen Franken vorgesehen waren, überschritten diesen Betrag um rund 5 Mio. Eine Normalisierung des Aufwandes wird angestrebt durch einschränkende Massnahmen zu Lasten derjenigen Stipendiaten, deren Eltern ein gutes Einkommen haben.

- 1.3 Wegen der Finanzklemme musste die *Hochschule* auf wünschbare oder eigentlich nötige Entwicklungen verzichten und *Prioritäten setzen*. *Zulassungsbeschränkungen* wurden grundsätzlich für die Medizin wie für die Psychologie vorgesehen, konnten aber in der Praxis noch knapp umgangen werden. Für wie lange, das hängt zum Teil von den Zuschüssen ab, die der Bund leisten können.
- 1.4 Aus der Arbeit der *Abteilung Unterrichtswesen* erwähnen wir stichwortartig die Revision der Schulgesetze im Hinblick auf die *Schulkoordination*, die Vorbereitung des *Lehrerbesoldungsgesetzes* und der Ausführungserlasse, die Verordnung über die *Pflichtlektionen*, den Aufbau des *Pensenmeldewesens*, die *Planung der höheren Mittelschulen* und den Kampf gegen den *Lehrermangel*. Mitgewirkt hat das Amt an den Arbeiten zur Gründung der *interkantonalen Lehrmittelzentrale*, an den Koordinationsbestrebungen im Rahmen der *Ecole romande*, am *Lehrplan* für die deutschsprachigen Primarschulen, an der Anpassung des *französischen Lehrplanes* an das Langschuljahr. Dazu kommen die Vorarbeiten für eine Revision des *Lehrerbildungsgesetzes* und für eine Aktion zur *Schliessung von Klassen* mit geringen Schülerzahlen. Die Ausführungsbestimmungen zum Dekret über die *besonderen Klassen* wurden bereinigt.
- 1.5 Der *Schulhausbau* wurde vom Staat mit 19,4 Millionen Franken subventioniert (1971: 10,9 Mio.). Bearbeitet wurden 325 (336) Projekte, Gesuche und Anfragen und ca. 400 Abrechnungen erstellt. Die am 1. Oktober 1972 zugesicherten Staatsbeiträge, die in den nächsten Jahren ausbezahlt werden, betragen 52,4 Mio. (49,1). Unter dem Primarschulgesetz von 1951 wurden in 21 Jahren (1952–72) auf einer *Projektsomme von 1044,5 Mio.* vom Kanton 242 Mio. Subventionen zugesichert; zu Lasten der Gemeinden verbleiben somit 802,5 Mio.
- 1.6 Aus den *Seminaren* ist zu melden, dass erstmals 23 Klassen aufgenommen wurden, und zwar nach dem neuen Reglement. Die Anmeldungen für den *einjährigen Ausbildungskurs* für Maturanden und Absolventinnen der Töchterhandelsschule erlaubten die Führung einer Doppelklasse am Staatlichen Seminar Bern. Die Seminarkommission befürwortet die Schaffung eines *Promotionsreglementes*. Ein Bericht der zuständigen Patentprüfungskommission über die Ausbildung der Kindergärtnerinnen sowie die Arbeit einer neunköpfigen Kommission zur Aufstellung eines Lehrplanes in Anlehnung an den Schweizerischen Rahmenlehrplan können als Vorstufe zu der Übernahme der *Kindergärtnerinnen-Ausbildung* durch den Staat betrachtet werden; diese Aufgabe soll demnächst im *Lehrerbildungsgesetz* verankert werden. Die *Ausbildung der Arbeitslehrerinnen* soll durch eine kleine Kommission überdacht werden. *Reorganisationswünsche* des AI-Seminars Thun (die sich übrigens weitgehend mit denen des AI-Verbandes und des BLV decken) sehen vor: Aufnahmeprüfung im 9. Schuljahr, früheren Eintritt ins Seminar als bisher und dreijährige Vollausbildung am Seminar. (U. E. ist es höchste Zeit, die Arbeitslehrerin zugleich als Fachlehrerin nicht nur für Turnen, was schon ein wertvoller Fortschritt war, sondern wahlweise in 1–2 Disziplinen wie Werken, Zeichnen,

Musik, Französisch und dgl. auszubilden. Eine gewisse Spezialisierung mit Fächeraustausch wird allgemein auch auf der Primarstufe kaum ganz zu umgehen sein; der langsame Abbau der Mädchenhandarbeit lässt es zudem nicht mehr als verantwortbar erscheinen, weiterhin Töchter als Lehrerinnen fast ausschliesslich für dieses eine Fach auszubilden.)

In *Spiez* wurden eine Seminarklasse des Lehrerinnenseminars Thun und zwei Kindergärtnerinnenklassen geführt (Vorstufe zum 1973 beschlossenen Seminar). Im Jura fällt auf, dass in *Delsberg* von 53 Kandidatinnen für das Primarlehrerinnenseminar deren 50 aufgenommen wurden, von den 54 Bewerberinnen für das Kindergartenseminar jedoch bloss 20 (neuerdings einschliesslich der Neuenburgerinnen). Bei den Kindergärtnerinnen kann das Seminar offenbar noch richtig auswählen!

Für *Delsberg* ist ein Neu- und Umbauprojekt genehmigt; das französische Seminar *Biel* hat günstige Räume an der Zentralstrasse 63a bezogen, in Erwartung des Neubaus im Quartier Linden. In *Biel und Pruntrut* wurden rund $\frac{2}{3}$ der Kandidaten aufgenommen. Im *Haushaltslehrerinnenseminar* Pruntrut wurden 11 Schülerinnen patentiert.

- 1.7 Die *Erziehungsberatungsstellen* sind nun direkt dem Kanton unterstellt. Zu den 5 bestehenden Stellen kamen 3 neue in Bolligen, Biel (französisch) und Delsberg hinzu. Das Dekret über die besonderen Klassen der Primarschulen erhöht die Bedeutung der Erziehungsberatungsstellen.
- 1.8 Die beiden *Zentralstellen für Lehrerfortbildung* waren noch im Anlaufen und hatten neben Planungsaufgaben bereits diverse Kurse zu organisieren. Die Verantwortlichen für die Lehrerfortbildung (einschliesslich des Kurssekretärs BLV, d. B.) arbeiten in der *Region Nordwestschweiz* schon fruchtbar zusammen und bereiten einen Zusammenschluss auf Deutschschweizersebene vor. – «*Die Abstimmung der Fortbildungsziele erweist sich im Hinblick auf die innere Schulkoordination als besonders dringlich.*» (E. D.) Unser Kommentar: Ob diese Abstimmung gelingt und das Fortbildungswesen befruchtet, oder ob dieser Versuch zu grossen Spannungen und Schwierigkeiten führt, wird wesentlich davon abhängen, welche Rolle dabei der *Lehrerschaft* und ihren *Organisationen* zugeordnet wird. Mögen die Behörden hierin eine glückliche Hand haben und auch schon den blossen Anschein des Dirigismus vermeiden, geschweige denn den Dirigismus selber. Die Vorprüfung zum *Funkkolleg* «Erziehungswissenschaft 1–3» des hessischen Rundfunks haben von 350 angemeldeten Lehrkräften schliesslich 210 bestanden. (Fischerbücherei Nr. 6106–8.) Auch die Vertreter der *Lehrerfortbildung der Westschweiz* arbeiten zusammen und haben einen Katalog der koordinierbaren Aufgaben erstellt. Der Konferenz der Erziehungsdirektoren soll ein gemeinsames Reglement vorgelegt werden.
- 1.9 Die *Abteilung Kulturelles* führte Vorarbeiten für das Kulturförderungsgesetz weiter. Die *Musik- und Kunstkommission*, die Kommission zur *Förderung des bernischen Schrifttums* und die Kommission für *Jugend- und Volksbibliotheken* haben eine rege Tätigkeit entfaltet.

Der *archäologische Dienst* war mit Rettungsgrabungen (Bubenbergplatz) und Begutachtungen der Orts- und Regionalplanungen usw. beschäftigt. Dazu kommen längerfristige Projekte.

- 1.10 Das *Amt für Unterrichtsforschung und -planung* (AUF) nahm die Aufstellung einer Dringlichkeitsordnung in Angriff. Im Vordergrund stehen *Gesamtschulversuche* und solche mit besonderen Methoden im *Fremdsprachen- und Mathematikunterricht*. «In Prüfung steht die Frage, in welcher Weise das AUF der Lehrerschaft aller Stufen pädagogische sowie methodisch-didaktische Hilfsmittel zur Verfügung stellen kann.» Ein weitgestecktes Programm, zu dem wir ebenfalls bemerken, dass es nur unter sehr enger Zusammenarbeit mit dem Lehrerverein und der Hochschule zu lösen ist.

- 1.11 Das kantonale *Amt für Jugend und Sport* wechselte von der Militärdirektion zu der Erziehungsdirektion über. Seit 1. Juli 1972 richtet sich seine Arbeit nach den gesetzlichen Bestimmungen über «Jugend und Sport». Das Amt musste personell besser dotiert werden (gegenwärtig 10 Personen). Bereits haben Vereine und Schulen über 340 Sportfachkurse mit ca. 8000 Teilnehmern veranstaltet. «Relativ bescheiden dagegen war das Interesse an den Leistungsprüfungen.»

- 1.12 An *parlamentarischen Vorstössen* sind wieder 46 verzeichnet, ein bunter Strauss. Eine Motion *Deppeler* verlangt nichts weniger als eine *Gesamtkonzeption des bernischen Bildungswesens*. (Welchen Beitrag wird die Lehrerschaft dazu leisten können und wollen?)

2 Aus der Schulstatistik

(Versuch einer Teilauswertung)

2.1 Klassengrößen an der Primarschule

Folgende vom Berichtersteller geraffte und mit Prozentzahlen versehene Tabelle zeigt, dass die *kleinen Klassen im Jura relativ zahlreicher* sind, als an den deutschsprachigen Schulen.

Es ist schwer, den genauen Einfluss der topographischen Verhältnisse, des (im Jura weniger empfindlichen) Lehrermangels, der Schulfreundlichkeit und der Tradition auf diesen Zustand abzuschätzen. Im Vergleich zum letzten Jahr scheinen die kleinen Klassen in beiden Sprachregionen ungefähr im gleichen Ausmass abgenommen zu haben, ebenso die grossen Klassen. Ein genauer Vergleich ist nicht möglich, weil 1972 zum ersten Mal die besonderen Klassen separat aufgezählt werden.

Tabelle 1

Grösse der Klassen	Zahl der Klassen					
	deutsch		franz.		total	
		%		%		%
Bis 20 Schüler	730	20,5	266	35,4	996	23,0
21-30 Schüler	2366	66,3	449	59,8	2815	65,2
über 30 Schüler	472	13,2	36	4,8	508	11,8
	3568	100	751	100	4319	100

Durchschnittliche Klassengrösse: 23,7 Schüler.

Die Gesamtzahl der Normal- und Sonderklassen stieg um 49 auf 4547 (44 deutsch, 5 französisch). Neu eröffnet wurden 102 deutsche und 17 französische Klassen. *Offenbar wurden 70 Klassen geschlossen.*

Im *Sonderschulwesen* (Klein-, Weiterbildungs-, Hilfs- und Anpassungsklassen für fremdsprachige Schüler) lassen sich interessante Vergleiche ziehen:

Tabelle 2

Im deutschen Gebiet trifft es

1 Sonderklasse auf 18 Normalklassen
und 440 Normalschüler

im französischen Gebiet

1 Sonderklasse auf 27 Normalklassen
und 601 Normalschüler

In den deutschsprachigen Schulen geht jeder 37. Schüler in eine Sonderklasse

in den französischsprachigen jeder 48. Schüler

Der alemannische Kantonsteil fördert offenbar die Sonderschulung mehr als der Jura; auch hier werden verschiedene Gründe mitspielen.

Dagegen sind die *Bestände je Sonderklasse praktisch gleich* (12,3 und 12,6).

Fast ausgestorben sind die *Erweiterten Oberschulen*. Es gibt nur noch 6 Klassen an 5 deutschen Schulorten, mit 146 Schülern.

Die geographische *Aufsplitterung im Jura* spiegelt sich auch in der Anzahl Schulhäuser: 818 deutsch, 214 französisch (bei einer Klassenzahl von 5:1).

2.2 Bestand an Lehrern der Primarschule

Wegen des Systemwechsels in der Darstellung von 1971 auf 1972 ist es recht schwierig, die Entwicklung des *Bestandes an Lehrern und Lehrerinnen* festzustellen, die für ihren Posten normal ausgebildet sind. Auf Seite 7 des Verwaltungsberichtes wird von einem ersten Total die Anzahl Seminaristen, Pensionierte und andere Lehrkräfte abgezogen, wenigstens beim Zusammenzug rechts aussen. Ähnlich wird bei der separaten Tabelle über die Lehrer an besonderen Klassen, hier schon in den Einzelkolonnen, die Zahl der Lehrer ohne Ausweis für besondere Klassen aufgeführt. Diese Kategorie scheint uns statistisch nicht denselben Stellenwert zu haben wie die «Lückenbüsser» an den Normalklassen; in der Regel wird es sich um fest angestellte Inhaber wenigstens eines Primarlehrerpatentes im normalen arbeitsfähigen Alter handeln. Daher ist es nicht recht ersichtlich, was in dieser zweiten Tabelle das «Total gewählter Lehrkräfte» bedeuten soll. Versucht man, mit der einfacheren Tabelle für 1971 zu vergleichen, so ergibt sich eine *Zunahme der auf Dauer angestellten Lehrer und Lehrerinnen um 48 bzw. 7, zusammen also 55*. (Dies gilt unter der Voraussetzung, dass praktisch alle Lehrer an besonderen Klassen wenigstens das Primarlehrerpatent besitzen.)

Eine Verfeinerung der Tabelle für die Zukunft ist wünschenswert. Eine Nachfrage betr. die Angaben über die *Haushaltungslehrerinnen* ergab, dass es wirklich 126 sind, die nur einzelne 5-Wochenkurse übernehmen; die 248 andern versehen Jahresstellen, sind daneben zum kleineren Teil auch an 5-Wochenkursen beteiligt.

Diese Kurse werden mehr und mehr auf 2-3 Haushaltungs- bzw. Arbeitslehrerinnen aufgeteilt. Viele Kantone schaffen das Obligatorium ab und bauen den Stoff in das neue 9. Schuljahr ein.

2.3 Bestand an Schülern der Primarschule

Die Anzahl der *Primarschüler*, einschliesslich besonderer Klassen, hat nochmals um 1847 zugenommen; da die Zahl der Ausländer von 7661 auf 8411, also um 770, gestiegen ist, betrifft die Zunahme des Totals 1077 Schweizer Kinder. Total waren es am 1. November 72 104 818 Primarschüler.

Von grosser Bedeutung wird in den nächsten Jahren die *Umkehr der Kurve* sein, die die *Geburtenzahlen* illustriert. Nachdem die Jahre 1963 bis 1965 mit rund 17 200 Geburten den flachen Gipfel einer seit dem Krieg fast ständig leicht ansteigenden Kurve dargestellt hatten, *leitet das Jahr 1966 einen regelmässigen Rückgang ein*, der 1971 auf 14 785 Geburten angelangt ist. Je nachdem, ob diese Entwicklung anhält oder z. B. von der Zunahme der Ausländerkinder beeinflusst wird, und je nach der geographischen Verteilung des Rückgangs (Stadt oder Landschaft), wird sich ein Minus von 2400 Kindern mehr oder weniger proportional auf die Anzahl Klassen auswirken. In andern Kantonen verläuft die Entwicklung ähnlich. Der sog. «Pillenknicke» könnte die Bekämpfung des Lehrermangels erleichtern. *Damit fiel ein wichtiges Argument der Behörden gegen die Verlängerung der Primarlehrerbildung wenigstens teilweise weg.*

Aus dem Primarschuldienst sind 1972 482 (1971: 508) definitiv gewählte Lehrkräfte oder 11,3% des Bestandes von 4160 *ausgetreten*. Fast ein Drittel davon sind Lehrerinnen, die heiraten. Es wäre interessant, einmal Angaben über die Verteilung der Austritte auf die Altersklassen zu sehen.

2.4 Andere Gruppen

Die Zahl der *Kindergartenklassen* nahm um 40 auf 498 zu, die der Kinder um 373 auf 12 703. Die Durchschnittsbelegung sank damit von 26,9 auf 25,4.

25 Kinder bilden nach Auffassung der Kindergärtnerinnen die obere Grenze für fruchtbare Arbeit. Wie gross ist wohl die Streuung?

In den *Sekundarschulen* fällt auf, dass sich die Klassengrössen im deutschen und im französischen Kantonsteil viel ähnlicher sind als in der Primarschule: 24% bzw. 26% kleine Klassen (bis 20 Schüler), 72% bzw. 74% mittlere (21-30 Schüler); grosse Klassen (31-40 Schüler) kennt der alte Kanton noch 42 (oder 4%), während der Jura nur noch eine einzige aufweist. Von den 1218 Klassen sind 1012 deutscher, 204 französischer Sprache. Klassen aus 2 oder 3 Jahrgängen gibt es im alten Kanton noch 35, im Jura noch 5. - Die deutschen Klassen nahmen um 26, die französischen um 4 zu. - Von den 1242 *Hauptlehrkräften* gehören 748 der sprachlich-historischen Richtung an, 458 der mathematisch-

naturwissenschaftlichen; 38 unterrichten Kunstfächer und Turnen. (1971 waren es 1286 Hauptlehrkräfte, 44 mehr als 1972.)

Die *Schüler* nahmen um 731 auf 28 513 zu (2,6%). Davon sind 1017 Ausländer; prozentual machen sie mit 3,5% nicht einmal halb so viel aus, wie in der Primarschule (7,8%). Hinter diesem Vergleich stecken noch viele ungenügend erkannte, geschweige denn gelöste menschliche Probleme und politischer Zünstoff für die Zukunft. - Die durchschnittliche Belegung je Klasse betrug 23, 4 Schüler.

Am 1. November 1972 waren von den *Fünftklässlern im deutschen Kantonsteil* 40,1% in der *Sekundarschule, im französischen Jura* 44,96% (1971: 39,23 und 42,70). Geographisch, wirtschaftlich oder kulturell begründeter Unterschied?

2.5 Seminare

Auch hier erschwert oder verunmöglicht die neue Unterteilung der Tabellen einen differenzierten Vergleich. Unter dem Vorbehalt, dass gewisse Gruppen gegenüber dem Vorjahr nicht mehr zu denselben Kategorien gerechnet worden sind, fällt auf, dass die Zahl der *Hauptlehrer* einschliesslich der beiden Privatseminare von 197 auf 237 *gestiegen* ist, wogegen die Hilfslehrer mit 316 gegenüber 312 fast auf dem gleichen Stand geblieben sind. Noch schwieriger ist der Detailvergleich bei den *Schülerzahlen*, weshalb wir nur die Haupttotale erwähnen:

einschliesslich der Sonderkurse, aber ohne Fortbildungs- und Anschlussklassen, waren es 152 Seminarklassen mit 885 Seminaristen und 1624 Seminaristinnen (PL, AL, HHL, KG und SK). Je Klasse waren das 18 bis 21 Schüler(innen), je nach Typus.

2.6 Bei den *Gymnasien* stehen wir vor ähnlichen Schwierigkeiten. Die 267 (1971: 288!) *Hauptlehrer* (wovon 17 Damen) machen 60% des Bestandes aus, die 181 Hilfslehrer (wovon 44 Damen) die restlichen 40%. Unterdurchschnittlich sind die Hilfslehrer aus verständlichen Gründen an der Kantonsschule Pruntrut vertreten (7%), überdurchschnittlich in Biel-deutsch, Langenthal, Köniz und am Wirtschaftsgymnasium Biel (mehr Hilfslehrer als Hauptlehrer). Von den 3209 *Maturitätsschülern* (Tertia bis Oberprima) gehörten 5,5% dem Typus A, 49% dem Typus B, 34,5% dem Typus C und 11% den *Handelsmaturitätsschulen* an. An den beiden literarischen Typen (A, B) sind die Mädchen fast so zahlreich wie die Jünglinge (845 gegen 898), wogegen die Handelsfächer deutlich (214:143), die mathematisch-naturwissenschaftlichen Fächer überwiegend von Jünglingen bevorzugt werden (959:114). Klassendurchschnitt: 18,6 Schüler.

2.7 Gemäss der Zusammenfassung auf Seite 12 ist die Anzahl Klassen an *sämtlichen Mittelschulen* um ca. 2% auf 1550 angestiegen, die Zahl der Lehrer gesamthaft um 4% auf 2678 zurückgegangen (die Hauptlehrer allein von 1788 auf 1746).

Zum erstenmal wurde das Freie Gymnasium mitgezählt. Die *Zahl der Mittelschüler* stieg um rund 4% auf 35 004, wovon die Mädchen etwas mehr als die Hälfte stellen (17 862 gegen 17 142).

2.8 Von der *Gesamtheit der Schüler* besuchten 75% die Primarschule, 20% die Sekundarschulen und Untergymnasien, je knapp über 2% die Gymnasien mit Maturitätsabschluss und die Seminare und ein kleiner Bruchteil eines Prozentes die Handelsdiplomschulen. Gesamthaft waren es 139 812, 206 mehr als 1971. Die bereits erwähnten abnehmenden Geburtsjahrgänge wirken sich bisher erst auf die unteren Schuljahre aus, wogegen sich die oberen Klassen noch aus den ansteigenden Jahrgängen vor 1964 rekrutieren.

2.9 Neben der Entwicklung der Schülerzahlen interessiert uns diejenige der ausgeteilten *Lehrpatente*. Dank Führung einer zusätzlichen Klasse und eines Sonderkurses am Staatlichen Lehrerseminar Bern stieg die Zahl der patentierten Primarlehrer von 149 auf 181, die der Lehrerinnen von 288 auf 308, total also von 437 auf 489. Davon sind französischer Sprache 29 Herren und 53 Damen, zusammen 82. (Die Prüfung nicht bestanden haben 5 Kandidaten und eine Kandidatin.)

An *Sekundarlehrer* wurden im deutschsprachigen Kantonsteil 80 *Vollpatente* und 22 Ergänzungs- und Fachpatente ausgeteilt; für den Jura lässt sich das Total aus der Tabelle nicht herauslesen.

Bei den Kandidaten des *Höheren Lebramtes* (Gym.-Lehrer) werden 29 Patentierungen (nach der Hauptprüfung) verzeichnet; 1971 waren es 32. Die Vorprüfungen in Pädagogik und Nebenfächern nehmen ab, die Anrechnungen von Lizentiatsprüfungen dagegen zu, ebenfalls die praktisch-didaktischen Kurse (19, gegenüber 13 im Vorjahr).

2.10 Die *Ausbildungsbeiträge* haben in allen Kategorien zugenommen, total von 13,3 auf 18,0 Mio. Die 9022 *Stipendiaten bezogen durchschnittlich somit Fr. 1994.-* (im Vorjahr gab es auf die 7669 Bezüger je Fr. 1732.-).

Die Abweichung zwischen den S. 14 angegebenen 17,9 Mio. («ausbezahlter Betrag») und der S. 1 verzeichneten Überschreitung des Budgets von 16,4 Mio. um rund 5 Mio. (ergäbe gute 21 Mio.) konnte uns die ED wegen Ferienabwesenheit des Sachbearbeiters nicht erklären.

2.11 Universität

Die Zahl der immatrikulierten Berner nahm sowohl im Sommersemester 1972 wie im Wintersemester 1972/73 um ca. 6% zu, wogegen die der Schweizer aus andern Kantonen durchschnittlich um 14%, die der Ausländer durchschnittlich um 38% abnahm. Die Studentinnen machen mit 1217 (SS) bzw. 1396 (WS) 22% des Totals von 5578 bzw. 6243 aus. Am zahlreichsten sind sie in der philosophisch-historischen (44%) und in der medizinischen Fakultät (21%). Die Zahl der ordentlichen Professoren stieg von 141 auf 154, die aller Hochschullehrer von 528 auf 572, also fast um 10%. M. Rychner

stellen von Kopien (ab Band, Platte, Radio) – Cuttern – Überspielen im Sprachlabor – die Strukturübungen – Ausarbeiten einer Strukturübung (englisch oder französisch).

Ausbildung der Lehrer für die Sprachlaborpraxis.

Kursleiter

H. Schärli, Lektor am Sekundarlehramt der Universität Bern

Ort:

Sekundarlehramt, Neubrückstrasse 10, 3012 Bern

Zeit:

1.–4. Oktober 1973. Täglich 6 Stunden (9–12 und 14–17 Uhr)

Maximale Teilnehmerzahl:

12

Anmeldung:

Bis 15. September 1973 an die Zentralstelle für Lehrerfortbildung, Sahlistrasse 44, 3012 Bern



Das Projekt in der Schule

unterrichtspraktischer Begleitkurs

Kursleiter

Leiterteam; Oberleitung: Robert Schweingruber, Spiegel/Köniz

Zeit und Ort

5–6 Mittwochnachmittage; 1. Kursnachmittag: 12. September 1973, 14–17 Uhr; weitere Nachmittage nach Vereinbarung im Herbst-Winterquartal.

Kursort Lyss

Kursarbeit

Einführung und Vorbereitung des Projekts: Themenwahl, Zielsetzung, Planung / Gruppenbildung, Aufträge / Höhepunkte und Auswertung / Projekt und Schulreform

Parallel zum Kurs sollte jeder Teilnehmer möglichst mit seiner Klasse ein Projekt durchführen (Herbst-Winterquartal). Ab 2. Kursnachmittag setzt der unterrichtsbegleitende Erfahrungsaustausch und die Vorbereitung der folgenden Projektphase ein.

Literatur

Kursliteratur ist die Schulpraxis 4/5 1972 «Das Projekt in der Schule» (nachbeziehbar beim Sekretariat BLV)

Anmerkungen

Der Kurs richtet sich an Kolleginnen und Kollegen der Oberstufe der Primar- und Sekundarschule. Die Kurse 1971 und 1972 haben – nach Aussagen von Teilnehmern – wesentliche Impulse für die Unterrichtspraxis ergeben.

Anmeldungen

Bis 1. September 1973 an das Kurssekretariat BLV, H. Riesen, 3137 Gutzwiller, Tel. 033 45 19 16. Auskunft über den Kursinhalt erteilt Robert Schweingruber, Sekundarlehrer, Hubelweg 14, 3098 Köniz, Tel. 031 53 69 05.



Kurs für Sprachlaborleiter

Die Arbeit im Sprachlabor, Möglichkeiten und Grenzen – Sprachlabor-Typen – die Fabrikate – die Bedienung des Sprachlabors – Unterhalt des Sprachlabors – Her-

Sommerserenade Hofwil

Am Sonntag, 26. August 1973, 20.15 Uhr findet in Hofwil die 13. Sommerserenade statt. Das Berner Kammerorchester unter der neuen Leitung von Jean-Pierre Moeckli spielt eine Reihe von Werken, die in der Weise, wie sie Volkstümliches und Klassisches verbinden, sowohl dem Gedanken der Serenade als auch dem «länd-

lich-klassischen» Aufführungsort gerecht werden: J. J. Rousseau, Ouvertüre zum «Devin du Village»; A. Dvorak, Vier Duette über mährische Volksgedichte für Sopran, Alt und Orchester; B. Bartok, Ungarische Volkslieder und Tänze für Orchester; Z. Kodaly, Ungarische Volkslieder für Gesang und Orchester; J. Haydn, Symphonie Nr. 83 in g-moll. Die Solistinnen sind Pierrette Péquegnat, Sopran, und Béatrice Haldas, Alt.

L'Ecole bernoise

Nos écoles primaires il y a 100 ans...

De modestes recherches historiques nous ont amené à consulter le «Rapport de la Direction de l'Education pour l'année 1873», aimablement mis à notre disposition par le Service de prêt des Archives de l'Etat de Berne.

Les extraits les plus significatifs de ce document, que l'on pourra lire ci-après, permettront d'apprécier la condition de nos prédécesseurs il y a un siècle. *Pierre Henry, Porrentruy*

Les deux tiers des élèves ne vont pas en classe

Une inspection extraordinaire de toutes les écoles primaires et privées du Jura eut lieu du 11 juillet au 13 octobre 1873.

«Le résultat général de l'inspection a malheureusement prouvé qu'elle était absolument nécessaire, car elle a révélé une foule de vices invétérés qui ne peuvent que nuire à un haut degré des études. Les principaux défauts dont souffrent les écoles primaires du Jura sont:

1. *La faible fréquentation de l'école*, surtout en été. Dans un grand nombre d'écoles, la moitié ou les deux tiers des élèves astreints à fréquenter l'école s'en abstiennent complètement (...). Ce mal est en grande partie une conséquence immédiate de

2. *La négligence des commissions d'école*. Il y a sans doute d'honorables exceptions (...). Les prescriptions légales sur la fréquentation des écoles et la surveillance de cette fréquentation sont formellement méconnues; les absences non autorisées ne sont pas dénoncées ou le sont rarement. En règle générale, les commissions transforment arbitrairement les dénonciations en avertissements ou ne s'en occupent pas (...).

Nous ne pouvons passer sous silence une autre observation: les ecclésiastiques ayant été placés souvent, jusqu'à l'époque de leur révocation, à la tête des commissions d'école, l'on se demande naturellement s'il n'eût pas été possible à ces messieurs de combattre les abus existants et de faire observer la loi, s'ils eussent pris sérieusement à cœur les devoirs de leur charge et pesé dans la balance de tout le poids de leur caractère ecclésiastique et de leur autorité illimitée.

Un autre obstacle est

3. *La séparation des écoles d'après le sexe* plutôt que d'après les degrés, laquelle existe presque partout (...). Lorsque

la commission s'est enquis des motifs de cet état de choses, il lui a été répondu: «M. le curé l'a voulu ainsi». Si l'on a vu dans la réunion des sexes à l'école un danger pour la moralité, l'expérience faite dans l'ancienne partie du canton et ailleurs, où peu d'écoles encore sont séparées d'après les sexes, a prouvé que cette crainte était tout à fait sans fondement.»

L'instituteur utilise à son profit les vidanges et les cendres de la maison d'école

En 1873, le traitement annuel d'un instituteur consistait en

1° une contribution de la commune d'au moins 450 francs en espèces;

2° un logement convenable et gratuit, avec jardin «si c'est à la campagne»;

3° trois toises de sapin ou une quantité équivalente d'autre combustible, le tout rendu sans frais à domicile;

4° un demi-arpent de terrain cultivable ou une somme de 50 francs à titre d'indemnité;

5° une contribution de l'Etat de 150 à 450 francs selon les années de service.

Les instituteurs de 1873 faisaient office de concierges: «Ils ont à pourvoir à la propreté et au chauffage du local de classe, en échange de quoi ils utilisent à leur profit les vidanges et les cendres de la maison d'école.» (Loi du 11 mai 1870).

La prononciation a souvent une forte couleur locale

«L'insuffisance des traitements a pour conséquence immédiate d'augmenter d'année en année la pénurie des régents. L'instruction en souffre. L'enseignement, au lieu de développer et former l'esprit, est en général beaucoup trop superficiel, machinal et purement une affaire de mémoire (...). On lit couramment dans quelques écoles, en revanche l'accentuation conforme au sens et à la pureté de la prononciation font généralement défaut. La prononciation a souvent une forte couleur locale. Dans beaucoup d'écoles, l'on prononce par exemple *oi* comme

ouer (trois, bois). Si, à l'école, les régents ne parlent plus le patois, ils n'attachent pas assez d'importance à une prononciation correcte et pure (...).

L'arithmétique n'est enseignée que d'une manière purement mécanique et se compose presque uniquement de calcul numéral.

Dans beaucoup d'écoles, l'écriture est très défectueuse et le dessin très médiocre.

Le chant est très mauvais. Une bonne méthode et les moyens d'enseignement convenables font absolument défaut.

Quoique depuis 1871 la gymnastique soit obligatoire pour les garçons, elle n'est enseignée d'une manière méthodique que dans fort peu d'écoles, attendu que la plupart des communes n'ont pas encore fourni d'emplacements.»

La discipline laisse beaucoup à désirer

«En général, la discipline et la manière de tenir l'école laissent encore beaucoup à désirer. Dans beaucoup d'écoles, l'enseignement ne procure ni un intérêt assez vif, ni l'attention voulue, résultat dû souvent à une mauvaise méthode qui n'éveille et ne captive pas l'esprit de l'élève. Souvent l'enseignement est dérangé par le babil et par le bruit, les réponses sont inintelligibles, incomplètes, ou dites à moitié par le maître. On remarque aussi un chuchotement excessif, mauvaise habitude très répandue (...).»

Incompatibilités...

La «position des régents» est précisée aux articles 36-38 de la loi du 11 mai 1870:

Chaque régent d'école primaire est tenu, pour autant que l'exige le meilleur accomplissement possible des obligations de sa charge, de consacrer tout son temps et toutes ses forces à ses fonctions d'instituteur.

L'exercice d'une profession accessoire préjudiciable à l'école est interdit au régent. C'est à la Direction de l'Education qu'il appartient de se prononcer sur ce point.

Sont notamment incompatibles avec les fonctions d'instituteur primaire celles de maire, de rédacteur d'une feuille politique et d'aubergiste.

Les régents d'écoles primaires ont l'obligation de travailler, autant que les circonstances le permettent, au moyen de l'enseignement, de la discipline et de l'exemple, à atteindre le but de l'instruction primaire; ils doivent se préparer convenablement pour la tenue de l'école et prendre part aux cours de répétition qu'ils sont appelés à suivre.

Ils doivent maintenir à tous égards l'ordre, la décence et la propreté dans l'école. Ils renvoient les enfants affectés de maladies contagieuses ou qui ont de la vermine.

Les régents et leur amour du jeu de cartes

«On ne peut en général qu'accorder les meilleurs témoignages au corps enseignant pour la manière dont il s'est acquitté de ses devoirs et pour sa conduite hors de l'école; les cas d'instituteurs obligés de résigner leurs fonctions

pour cause d'inconduite sont tout à fait isolés; en revanche, quelques instituteurs se sont attiré des admonitions pour manque de tact, ainsi que pour leur penchant à la boisson et leur amour du jeu de cartes.

Les régents et régentes se sont fait remarquer par des qualités très différentes. Il y a des instituteurs capables et zélés, mais il y a aussi des institutrices et instituteurs indolents, adonnés à la routine, lesquels ne sont plus à la hauteur de leur tâche et ont fortement besoin de secouer cette torpeur intellectuelle.»

Les remèdes...

Les conclusions du «rapport» sont brèves:

«La Direction de l'Education s'efforcera d'améliorer l'instruction scolaire en recommandant les mesures suivantes:

- a) la nomination d'inspecteurs capables et indépendants;
- b) la fourniture de bons moyens d'enseignement;
- c) la libération de l'école de l'influence ecclésiastique;
- d) une amélioration essentielle dans l'instruction du corps enseignant;
- e) la création de bibliothèques populaires et leur entretien par des subsides.»

Section jurassienne des maîtres de gymnastique

Course dans le Haut-Tessin

(Rappel)

Ambri-Piotta-Lac Ritom-Cabane Cadlimo-
Passo Pian Bornengo-Col de l'Oberalp ou
Andermatt

Samedi 22 septembre

- Rendez-vous des participants à la gare d'Olten à 8 h. 15 (déplacement en voitures individuelles, selon entente).
- Départ du train à 8 h. 24; arrivée à Ambri à 11 h. 21.
- Funiculaire jusqu'à Piora (1793 m).
- A pied, jusqu'à la cabane CAS Cadlimo (2570 m), par les lacs Ritom, Tom et Scuro. Durée de la marche: 3 heures.

Dimanche 23 septembre

- Départ pour Pian Bornengo (2300 m); montée au Passo Pian Bornengo (2631 m).
- Ascension du Piz Alv (2769 m) ou du Signal Borel (2872 m). Descente sur le col de l'Oberalp (2044 m) ou sur Andermatt (1436 m). Carte 1:25 000 N° 1232, Oberalppass. Durée de la marche: 5 1/2 heures (éventuellement plus, suivant l'itinéraire).
- Arrivée à Olten à 21 h.

Cette course ne nécessite pas de connaissances alpines particulières, mais un bon entraînement.

Prix: Train, 35 francs. A ce montant s'ajoutera le prix de la nuitée et des repas (pour la plupart tirés du sac). Les membres SJMG bénéficieront d'une petite subvention de notre caisse.

Bulletin d'inscription

Je désire participer à la course dans le Haut-Tessin.

Nom et prénom(s):

Adresse:

No de téléphone:

Membre SJMG:

oui *

non *

Voiture à disposition:

oui *

non *

Date:

Signature:

(A envoyer, *jusqu'au 10 septembre 1973*, au chef de course,
M. Jean Rérat, rue Neusté 13, 2740 Moutier.)

berufswahl- schule

private sekundarschule 7. bis 10. schuljahr

die berufswahlschule bern ist eine integrierte oberstufe für sekundar- und primarschüler, die noch nicht wissen, welchen beruf sie ergreifen sollen.

die klasseneinteilung erfolgt bei uns nicht nach dem jahrgängerprinzip wie an den öffentlichen schulen, sondern nach dem leistungsvermögen eines schülers. niveaueurse im sprach- und mathematikunterricht gewährleisten einen optimalen schulischen erfolg. als fortschrittliche schule haben wir seit langem die 5-tage-woche eingeführt.

im stundenplan fest eingebaute, zielgerichtete betriebspraktika (1 tag wöchentlich für 9.- und 10.-klässler) fördern den schüler charakterlich und ermöglichen ihm eine berufswahl aufgrund eigener erfahrungen, die er in der arbeitswelt der erwachsenen gemacht hat.

die schuldirektion steht allen interessenten für besprechungen gerne zur verfügung. eine telefonische voranmeldung beim schulsekretariat ist jedoch erforderlich. 3643

handels- und berufswahlschule
3000 bern 8, postgasse 21, tel. (031) 22 15 30



coupon 3

senden sie mir bitte unterlagen

über

name

strasse

plz+ort

Sonntag, 2. September 1973
16.30 Uhr
Klosterkirche St. Urban

Die Johannes-Passion

von Johann Sebastian Bach

Hans Som, Bass, Jesus
Peter Keller, Tenor, Evangelist
Margreth Vogt, Sopran
Ruth Binder, Alt
Urs Dettwyler, Tenor
Rolf Nünlist, Bass

Lehrergesangverein Oberaargau
Solothurner Vokalisten

Martin Wendel, Flöte
Walter Huwiler, Oboe
Markus Oetliker, Englischhorn
Dominique Roggen, Viola
Markus Maibach, Kontrabass
Ein Streicherensemble ad hoc
Adalbert Roetschi, Cembalo

Leitung: Alban Roetschi

Plätze zu Fr. 21.-, 18.-, 15.-, 12.-, 8.-
(inklusive Steuer).

Schüler und Studierende
auf allen Plätzen

Fr. 3.- Ermässigung.

Kassaeröffnung:

1 Stunde vor Beginn.

Über vorbestellte Karten, die bis
10 Minuten vor Konzertbeginn
nicht abgeholt werden,
wird verfügt.

Vorverkauf ab 13. August 1973:
Musikhaus Schneeberger
Langenthal, Telefon 063 2 12 73

Konzertdauer: 2 Stunden

Vereinsanzeigen – Convocations

Einsendungen für die Vereinsanzeigen in der Nr. 37 müssen spätestens bis *Freitag, 31. August, 7 Uhr* (schriftlich) in der Buchdruckerei Eicher & Co., Postfach 1342, 3001 Bern, sein. Dieselbe Veranstaltung darf nur einmal angezeigt werden.

Nichtoffizieller Teil – Partie non officielle

Konzertanzeige. Konzert in der Klosterkirche St. Urban, Sonntag, den 2. September, 16.30. *Job. Seb. Bach: Johannes-*

passion. Der Lehrergesangsverein Oberraargau, die Solothurner Vokalistin, Hans Som, Bass (Jesus), Peter Keller, Tenor (Evangelist), Margreth Vogt, Sopran, Ruth Binder, Alt, Urs Dettwyler, Tenor, Rolf Nünlist, Bass, ein Streicherensemble ad hoc (Dominique Roggen), namhafte Bläser (Martin Wendel, Flöte, Walter Huwiler, Oboe, Markus Oetliker, Englischhorn) und Adalbert Roetschi, Cembalo, führen unter der Leitung von Alban Roetschi dieses neben der Matthäuspassion bedeutendste Passions-Oratorium in der akustisch so vorzüglichen Klosterkirche St. Urban vor dem Chor-gitter auf. Vorverkauf ab 13. August im Musikhaus Schneeberger, Langenthal. Tel 063 2 12 73.

Damenchor
auf dem Platze Biel sucht

Dirigenten

Offerten sind erbeten
unter Chiffre H 353 195 an
Publicitas, Neuengasse 48,
2501 Biel.

Unsere
Inserenten
bürgen
für
Qualität!

ENGADIN

Regionalschule Samedan-Pontresina-Celerina

Unsere Werkschule (Primar-Oberstufe, 7. bis 9. Schuljahr) in **Samedan** wächst. Wir bauen sie aus und suchen auf das Frühjahr 1974

den dritten Mann

initiativ, begeisterungsfähig, aufgeschlossen.

Primarlehrer(in)

(Der Werklehrerkurs kann nach Stellenantritt besucht werden)

Für unsere Hilfsschule (Unterstufe) in **Pontresina** suchen wir auf das Frühjahr 1974 eine

heilpädagogisch ausgebildete Lehrkraft

Lieben Sie das Oberengadin, das Leben in einem aufgeschlossenen Dorf und Kurort, die Zusammenarbeit in einem kleinen Team bei fortschrittlicher Besoldung?

Nähere Auskunft über beide Stellen erteilen Ihnen gerne R. Wiesner, 7504 Pontresina, Präsident der Regionalschulen oder P. Martig, Werklehrer a l'En 701, 7503 Samedan.

Redaktion: Hans Adam, Olivenweg 8, 3018 Bern/Postfach, Telefon 031 56 03 17.

Alle den Textteil betreffenden Einsendungen, ob für die Schweizerische Lehrerzeitung oder das Berner Schulblatt bestimmt, an die Redaktion.

Bestellungen und Adressänderungen an das Sekretariat des BLV, Brunnigasse 16, 3011 Bern, Telefon 031 22 34 16, Postcheck 30-107 Bern.

Redaktor der «Schulpraxis»: H.-R. Egli, 3074 Muri bei Bern, Breitenstrasse 13, Telefon 031 52 16 14.

Insertionspreis: 50 Rp. die einspaltige Millimeterzeile.

Annoncenregie: Orell Füssli-Annoncen AG, 3001 Bern, Zeughausgasse 14, Telefon 031 22 21 91, und übrige Filialen.

Druck: Eicher & Co., Postfach 1342, 3001 Bern.

Rédaction pour la partie française: Francis Bourquin, 5, chemin des Vignes, 2500 Bienne, tél. 032 2 62 54.

Prière d'envoyer ce qui concerne la partie rédactionnelle (y compris les livres) au rédacteur.

Pour les changements d'adresses et les commandes, écrire au Secrétariat de la SEB, Brunnigasse 16, 3011 Berne, téléphone 031 22 34 16, chèques postaux 30-107 Berne.

Annonces: prix pour la ligne d'un millimètre, une colonne 50 ct.

Régie des annonces: Orell Füssli Annonces S. A., 3001 Berne, Zeughausgasse 14, téléphone 031 22 21 91, et autres succursales.

Impression: Eicher & Co., Case postale 1342, 3001 Berne.